

Paris, le 30 avril 2019

REPONSE DE L'ASSOCIATION A.N.O.D.E

**A LA CONSULTATION PUBLIQUE N° 2019-005 DU 27 MARS 2019 RELATIVE A LA STRUCTURE DES
PROCHAINS TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX DE DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL**

La CRE a lancé une consultation publique afin de recueillir l'avis des parties concernées sur ses premières orientations relatives à la structure des tarifs ATRD6.

Avant tout, l'Association A.N.O.D.E., regroupant les principaux fournisseurs alternatifs d'électricité et de gaz, tient à préciser qu'elle partage l'analyse de la CRE sur la nécessaire stabilité et simplicité de la structure des tarifs de distribution de gaz. L'alignement de cette structure pour l'ensemble des GRD renforce cette simplification.

Néanmoins, l'A.N.O.D.E. considère que les propositions d'évolutions en structure présentées par la CRE dans cette consultation sont prématurées. En effet, la CRE souligne à plusieurs reprises que la fin du déploiement des compteurs Gazpar en 2023 permettra de disposer de plus de données pour affiner les analyses préliminaires déjà menées et facilitera la mise en place des propositions suggérées. L'A.N.O.D.E. estime donc qu'il n'y a pas d'urgence à faire évoluer la structure des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Les propositions faites par la CRE pourront être reconsidérées dans le cadre de l'ATRD7, lorsque l'ensemble des données issues du déploiement des compteurs Gazpar auront été exploitées. La filière ayant besoin de stabilité et de visibilité, aucun impératif ne justifie de faire aujourd'hui des modifications de la structure des tarifs qui pourraient être remises en cause ultérieurement.

Par ailleurs, dans sa consultation publique, la CRE précise avoir mené un certain nombre d'études visant à identifier les conséquences de ses propositions sur l'évolution des différentes options tarifaires (prise en compte ou non de la CTA pour la continuité tarifaire, abaissement du seuil de coupure entre T1 et T2, etc.). L'A.N.O.D.E. regrette que la CRE n'ait pas communiqué les résultats de ces études en annexe de la consultation. Cela aurait permis aux différentes parties prenantes de répondre en connaissance de cause aux propositions de la CRE.

Pour toutes ces raisons, l'A.N.O.D.E. n'est pas en mesure de répondre précisément aux différentes questions posées par la CRE.